

Communication sur le développement durable, alibi ?

Plénière n°1

INTERVENTION

Pierre Radanne

Prospective 2050 à la Mission interministérielle contre l'effet de serre



▼
On a un vrai problème de mise en œuvre des transformations de notre société, à la fois dans la sphère publique et dans la sphère privée.
▲

Depuis que j'ai quitté l'Ademe, je vis en 2050 et je regarde le monde d'aujourd'hui avec envie et consternation. Je travaille sur la division par quatre des émissions de gaz carbonique en 2050, compte tenu des annonces qui ont été faites par le Président de la République et par le 1^{er} ministre. Sur le thème que vous m'avez proposé, j'ai commencé par déprimer. "Alibi", c'est lourd. La communication alibi sur le développement durable, on peut le voir au niveau de l'État, des entreprises, voire peut-être de l'attitude individuelle. Ça renvoie à l'idée qu'il y a derrière tout cela de la tension, du conflit, et je me suis posé la question : est-ce que c'est un conflit entre acteurs ? Est-ce que c'est un conflit politique ? Qu'est-ce que c'est ?

Je crois que c'est un conflit de trajectoire, c'est un conflit entre le monde que l'on quitte et le monde dans lequel on entre. La manière la plus honnête de traiter le sujet a été de prendre un fil un peu historique, parce que c'est trop facile aujourd'hui de se mettre sur l'objectif merveilleux qu'est le développement durable et regarder la réalité de nos concitoyens d'un air narquois et méprisant. Je crois que c'est un plaisir qu'il ne faut pas se donner à soi-même. Je ne sais pas comment juger aujourd'hui le gouvernement en place qui a osé des mots forts, mais qui est forcément pris au piège de la mise en œuvre de ces mots forts. Est-ce que la société française est prête à la mise en œuvre de ces réalités ? Travailler avec des gens de communication, c'est éviter toutes les facilités qui peuvent exister sur ce sujet et essayer d'aller au cœur des choses.

Toutes ces questions de développement durable viennent au départ d'une inquiétude scientifique qui s'est exprimée au cœur des 30 glorieuses sur les dégâts du progrès avec deux approches : la dénonciation des impacts sur les milieux naturels et des prospectives à long terme qui montraient que des courbes allaient nous mener dans le mur.

Je crois que le rapport du Club de Rome de 72 est probablement le texte qui décrit le mieux cette situation. On est très vite passé à une deuxième période avec un militantisme prophétique. Je fais partie des écolos de la première heure, cela fait trente ans maintenant, avec la construction d'un panorama des crises à venir et je devrais faire un bilan assez ravageur de ma génération. On avait raison sur tout ce qu'on a dénoncé et on a été dans l'incapacité de transformer ce que l'on a vu. Le mouvement écolo a su dire, a su voir, n'a pas su faire.

On a un vrai problème de la mise en œuvre des transformations de notre société à la fois dans la sphère publique et dans la sphère privée...

Il y avait ensuite une phase qui a démarré en 72 après la conférence de Stockholm sur l'institutionnalisation de l'environnement, la mise en place des ministères, des lois, des réglementations sur les pollutions avec traitement de deux types de problèmes : des problèmes à portée limitée : la couche d'ozone, la question des CFC est quand même dans la vie de nos sociétés une question assez réduite donc traitable et derrière la question des pollutions air, eau... s'articulant sur des conflits locaux et s'articulant sur des jeux d'acteurs locaux sur les pollutions pour mettre en place des mécanismes de traitement, des subventions, etc.

Cette phase qui décrit encore le ministère de l'environnement dans son ensemble a été un succès réel mais limité à ça.

Est né plus tard, ce que j'appellerais la mondialisation de l'écologie. On a une unification de la planète qui, sur ces questions environnementales, est au moins aussi forte que celle qui concerne l'économie avec l'émergence d'un intérêt général supérieur, supérieur aux intérêts nationaux. On le voit dans les conférences internationales, les états défendent plus des avantages compétitifs les caractérisant que l'intérêt général de la planète. La mondialisation de l'économie aborde de nombreux sujets : l'effet de serre, la biodiversité, la pollution des océans, la réglementation internationale des polluants, et dans cette période-là, l'Europe a été motrice en interne et en externe. L'Europe a joué un rôle majeur dans cette évolution internationale.

J'ai vécu après 1987 un immense plaisir qu'a été la sortie du rapport Brundtland et la sortie de cette formulation développement durable, développement durable comme un élan politique et positif au-delà du catastrophisme. Priorité au temps long, décider avec une vision de l'impact sur toute la vie d'équipements et des produits, et derrière, aussi une morale personnelle.

Les Etats défendent plus des avantages compétitifs les caractérisant que l'intérêt général de la planète.



Ce rapport a été un progrès décisif et l'on a pu penser avec le processus de Rio et la présence de chefs d'état que l'on avait basculé et que l'on allait rentrer dans une marche glorieuse vers le développement durable. Je crois qu'il faut aujourd'hui faire le bilan que depuis 10 ans, ça se passe plus difficilement et que d'abord on a un rejet de l'agenda politique. Non pas que les responsables politiques n'ont pas fait ce constat mais qu'ils sont confrontés à des exigences de gestion qui les mettent en permanence en porte-à-faux et je dirais, il y a là peu de différence entre les partis de gouvernement et entre les pays. Il y a eu découverte des mots, il y eu apprentissage des mots. Au début, on en parlait peu, maintenant on en parle plus et derrière on a d'autres choses à faire. Avec deux tendances, qui définissent notre société aujourd'hui : une mondialisation de l'économie avec une concurrence de plus en plus vives entre pays. Les richesses se déplacent. Une recherche d'attractivité de chacun des pays avec des raisonnements qui sont peut-être plus qu'avant des raisonnements de court terme. Et puis arrivent des pays émergents avec une main d'œuvre moins chère, des réglementations sociales et environnementales plus faibles et donc une tendance à s'aligner par rapport à ça. Deuxième difficulté, la difficulté du système politique à garder pied malgré une certaine perte de cohésion sociale et une grande ver-

satilité de l'opinion. Il y a des débats sur le corporatisme, l'isolement social... tout cela qui mène les politiques à de l'empirisme. Il y a un écart qui s'est accru ces dernières années entre la gestion au court terme d'un pays exposé et les questions de long terme qui sont décrites dans le développement durable.

Difficultés supplémentaires : il y a un conflit avec l'individualisme ambiant. Les modes de vie priorité au plaisir immédiat, rejet d'un ton moralisateur, suivisme des médias, télévisuels par rapport à cela, concentration sur la vie individuelle, majorité de l'audimat, la télé réalité, la valorisation des marques. Je redirais cela de façon resserrée : l'identité par la consommation. Ce n'est pas tout à fait le développement durable.

Sujet suivant : une tension très forte qui ressort de la société, une politique qui dit sans faire... et là je ne désigne pas le gouvernement, c'est trop facile. Des entreprises qui communiquent parfois à l'inverse de leurs pratiques, des citoyens qui votent en opposition avec l'impact de leur comportement... Des négociations internationales de plus en plus conflictuelles. USA, pays du sud et l'Europe au milieu.

La question qu'il faut se poser, c'est où mène cette schizophrénie. Érosion rapide du concept de développement durable, la bulle se gonfle, mais peut très vite éclater, délégitimation du politique, reconcentration sur ses intérêts personnels, tensions nord sur croissantes et donc je ne vais pas vous laisser désespérer totalement... je suis là pour bosser.

Quel débouché pour la politique, la communication et l'action. Je vais vous proposer cinq voies de travail, de bas en haut.

Repenser nos vies, il n'y a pas d'impulsion politique et c'est trop facile de le demander, le politique n'est pas en avance sur la société, d'ailleurs il serait illégitime s'il le faisait. Son rôle est de transcrire ce qu'il y a dans la société. C'est par le bas que ça commence et pas par le haut.

On a un problème de repenser nos vies. La manière de le faire, c'est accepter la recherche de plaisir. C'est le fait de nos sociétés. On ne reviendra pas contre ça et je ne vois pas pourquoi quel intérêt il y aurait à le faire. Partir de cela. Nos communications ne savent pas le faire. Aider chacun à construire ses arbitrages personnels en fonction de ce qu'il a envie de vivre et de ce qu'il peut faire en fonction des impacts environnementaux. Je ne crois pas que la pollution est un pêcher, je crois que c'est un quota. On a le droit à une masse de pollution. On ne peut pas dire, je me chauffe n'importe comment, je roule en Ferrari, je vais tous les quinze jours en Inde et je ne sais quoi d'autre. Il faut qu'on apprenne à faire des arbitrages personnels. On a un champ de travail qui est d'aider chacun à dealer avec lui-même. Le Climaction du mois de juin est une avancée par rapport à cela, vous voyez le travail de tissage, de tricotage que l'on a à faire chacun avec nous même sur cette dimension-là. Je crois que derrière, il y a un enjeu très fort de crédibilité. Se mettre au service des gens. Une communication positive et non culpabilisante de l'extérieur. Je me mets dans la vie des gens et je me dis ce qu'il est possible de faire.

Aider chacun à construire ses arbitrages personnels en fonction de ce qu'il a envie de vivre et de ce qu'il peut faire en fonction des impacts environnementaux.

Deuxième principe, je fais si tu fais. La responsabilité est dans la simultanéité. Personne autour de vous ne fera des choix de vie s'il voit que les autres ne les font pas. La question de l'enclenchement de mouvements collectifs de l'amélioration de son mode de vie est tout à fait déterminante. Je trouve que ce qui a été fait autour du 22 septembre et

▼
**Il faut structurer
une vision de long
terme et l'entreprise
a comme chacun
d'entre nous
un besoin de pérennité**
▲

de la ville sans voiture est un bon exemple. Essayer de déclencher des nouveaux comportements mais par des ajustements individuels dans un mouvement collectif. Cette question de je fais si tu fais, c'est entre les personnes, les entreprises et l'État. Toute communication qui consiste à dire, j'insiste sur les comportements individuels, mais l'État ne fait rien. On y va tous ensemble ou on n'y va pas.

Troisième niveau : L'entreprise a une différence avec l'État, quelque chose qui la rapproche de chacun d'entre nous, qui la rend d'entrée légitime, c'est qu'une entreprise peut mourir. Je crois que l'entreprise n'a sa légitimité que dans un lien fort. Je crois qu'il faut conforter l'entreprise et construire une communication d'entreprise sur : "on est face aux incertitudes technologiques, aux mouvements de mode, aux impacts destructeurs des crises environnementales par rapport à cela on développe des produits de qualité économes en énergie, peu polluants, recyclables... avec des produits et un comportement de l'entreprise qui essaie d'être dans cette identité que je fais avec vous. Il faut structurer une vision de long terme et l'entreprise a comme chacun d'entre nous un besoin de pérennité.

Quatrième point : relance des politiques publiques. Je crois qu'il faut arrêter la démagogie sur la baisse des impôts. On a un vrai problème. Le marché avec son pilotage de court terme ne permet pas de construire des trajectoires de long terme. On a aujourd'hui besoin de politiques publiques : transport collectif et fret ferroviaire, économie d'énergie, la qualité de construction, le recyclage. L'intérêt général défini dans une logique planétaire comme base de l'articulation entre le marché et les politiques publiques.

Mon dernier point est sur la régulation internationale. On est sur ces questions d'environnement de plus en plus dans un cadre international, au moins européen. Derrière cela il y a des enjeux très lourds. Une nouvelle conception du développement pour les pays du sud. Par exemple, à la fin de la conférence de La Haye qui était un échec, on s'est rattrapé après. Discussion avec le responsable indien qui disait : on a compris que le mode de développement auquel on aura accès c'est celui de l'Europe et pas celui des États-Unis. Construire un monde de développement sobre compatible avec les enjeux planétaires pour qu'il soit accessible à l'ensemble du monde. On est dans un système exclusif et

**On a besoin dans
cet espace mondial
de créer des règles
collectives.**

donc dans un système conflictuel. On n'a pas la garantie aujourd'hui que ce siècle sera moins violent que le précédent. Il faudrait bien s'en garder. Il faut aujourd'hui aussi s'appuyer sur une opinion publique de plus en plus mondiale. J'ai compris à Johannesburg à quoi servait Internet. On a une mondialisation de l'économie mais on a aussi une mondialisation du débat et de l'opinion publique. Notamment entre collectivités locales sur des pratiques de jumelage nord-sud sur des pratiques exemplaires, on a un tissage d'un monde qui essaye de se construire à partir des gens qui est quelque chose de tout à fait fascinant. Il y a la nécessité d'articuler le public et le privé. Je crois, on n'est pas dans un mouvement de dérégulation, mais on est dans un mouvement de changement d'échelle. L'espace national est dépassé. On a besoin dans cet espace mondial de créer des règles collectives. J'ai essayé de vous énumérer cinq pistes. On est dans cette difficulté-là aujourd'hui. Le concept de développement durable est dans une période passionnante. Il sort au grand jour. Il était chez quelques avant-gardistes qui étaient d'autant plus fiers d'eux-mêmes qu'ils étaient seuls. Maintenant c'est sur la scène publique. Mais ce n'est pas parce que la parole est

publique que l'action est construite. Je sais justement que c'est un peu plus compliqué que cela. Le problème aujourd'hui est de décrire avec honnêteté, rigueur et radicalité la difficulté que nos sociétés vont avoir à faire cet itinéraire. Il ne faut pas présenter cela comme quelque chose de simple. On est dans un changement de civilisation. Je le vis particulièrement dans ces questions du climat. Aujourd'hui, d'ici 2050, avec 2 % de croissance par an vous avez le PIB de la France qui serait multiplié par 2, 7. Je ne sais pas ce qu'on va faire de toute cette richesse... Cela pose problème.

On doit diviser par quatre les émissions de CO₂. Vous voyez qu'on est face à une mutation de civilisation qui est du même tonneau que la renaissance ou la révolution industrielle. On est en train de changer de monde. Ce sera difficile, lent et mon dernier mot, ce sera "passionnant".

On est face à une mutation de civilisation qui est du même tonneau que la renaissance ou la révolution industrielle

INTERVENTION

Charles-Henry Dubail

Président de Victoires-Editions
Environnement & Stratégie
Environnement Magazine



"A LA UNE DES MÉDIAS" UN BAROMÈTRE DES MOTS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En ce premier jour de conférence et débats de l'Université d'été de la communication sur le développement durable, je voudrais tout d'abord lever une ambiguïté : mon expertise n'est pas la "communication", mais l'"information" et même la "formation" puisque je suis éditeur de publications et d'ouvrages spécialisés sur l'environnement.

J'ai créé Victoires Édition en 1987, au moment de la sortie du rapport Brundtland. L'idée centrale était de lancer une revue sur l'environnement pour les professionnels. Après plusieurs appellations, celle-ci est devenue *Environnement Magazine* en 1990. Nous avons également lancé, avec Raphaël Romi, professeur de Droit public, spécialiste de Droit européen et écologiste de la première heure, une revue juridique mensuelle dénommée *Droit de l'environnement*, qui a intégré très vite l'information européenne et internationale, puisqu'une partie du droit de l'environnement était déjà d'origine communautaire et internationale. Notre expertise s'est étendue aux technologies et à la recherche grâce à la reprise du bimensuel *La Lettre de l'environnement* en 1995 et, à cette époque déjà, nous souhaitions lancer une lettre hebdomadaire sur l'économie de l'environnement ... On n'a malheureusement pas pu le faire. Mais l'opportunité s'est, de nouveau, présentée à la reprise de la publication *Décision Environnement*, challenger d'*Environnement Magazine*, qui a été fusionnée dans le magazine leader voici deux ans. Il fallait informer nos lecteurs des tendances fortes du monde de l'environnement – et forcément du développement durable – sur un rythme hebdomadaire. Nous avons alors créé *Environnement & Stratégie*. C'est ainsi que notre centre d'intérêt est passé, depuis janvier 2002, de l'environnement à l'ensemble des composantes du développement durable. C'est de l'analyse de l'information publiée dans cette lettre pendant un an dont je vais vous parler.

A la question posée en ouverture de l'Université d'été, *D'une communication "alibi" à une communication sur le développement durable*, je répondrais par une autre question *Comment les médias traitent-ils le sujet ?* Quelle définition donnent-ils réellement au déve-



veloppement durable ? Comment le prisme des médias agit sur cette problématique ? Lui donne-t-il du corps ou bien souligne-t-il l'alibi ?

Grâce à une rubrique hebdomadaire que nous avons créée dans *Environnement & Stratégie* et tenue pendant toute l'année 2002, je peux apporter des éléments de réponse à la question soulevée par la place des médias. Nous avons en effet décidé de monter avec la société Datops, spécialiste de l'analyse de l'information, et le cabinet PriceWaterhouseCoopers, une veille stratégique de 5000 titres de médias (presse, fil,...) sur une base de données mondiale. L'idée était de relever le nombre de fois où la notion de développement durable était traitée dans un article et de chercher dans cet article qu'elles étaient les sous thèmes les plus régulièrement associés au développement durable. Cette notion étant forcément internationale, l'exercice n'avait de sens que s'il était pratiqué sur une échelle mondiale. Les quatre mots clés dominants qui ressortaient étaient "Environnement", "Social", "Stakeholders (ou parties prenantes)" et "Éthique". Le terme "Économie" était volontairement écarté car le développement durable, tel qu'il était recherché, baignait dans l'économie. Enfin, le sujet récurrent – ou dominant- de la semaine était choisi et résumé par le cabinet PWC.

Comment le prisme des médias agit sur cette problématique ? Lui donne-t-il du corps ou bien souligne-t-il l'alibi ?

Chaque semaine, l'importance des sous thèmes dans la notion de développement durable fluctuait. Si bien que nous avons créé un véritable baromètre intitulé "A la Une des médias" qui mesurait les variations des sous thèmes mis en perspective avec la sélection du thème dominant. Ce dispositif était complété d'un tableau des principales sources des informations relevées pour constituer le baromètre de la semaine. Étaient ainsi citées les dix médias ayant le plus traité le développement durable.

Nous avons publié quarante baromètres/tableaux des sources/thèmes récurrents de la semaine.

L'exercice était assez complexe et certainement perfectible, mais si nous avons suspendu cette rubrique avec le dernier numéro de l'année 2002 ce n'était pas à cause de ses possibles imperfections mais plutôt du fait du désintérêt des lecteurs. Ceux-ci nous disaient : "c'est intelligent, mais à quoi ça nous sert exactement ?". Dans une lettre confidentielle, les places sont comptées et nous avons décidé de remplacer cette rubrique par une revue de presse internationale sur le développement durable car l'exposé du thème récurrent de la fameuse base de 5000 médias dans le monde était encore ce qui intéressait le plus les lecteurs. Aujourd'hui nous sommes capables de sélectionner et résumer une information concernant le développement durable paru dans un quotidien japonais, australien ou bengali... Nous restons néanmoins persuadés de l'intérêt d'un baromètre, d'un observatoire des mots les plus accrochés au développement durable, à travers le prisme des médias.

Analyse de l'évolution du baromètre en 2002

Au niveau de l'analyse, ce qui est à noter est la **prédominance de l'environnement**. Le thème a toujours été le premier des quatre sélectionnés. Ça ne surprendra personne. La notion de développement durable a été avant tout une notion environnementale avant qu'elle ne soit reprise plus largement en 1997 par les acteurs économiques. L'environnement a constitué entre 40 et 59 % de l'indice. Le social a toujours conservé la seconde place (25 à 50 %), les Stakeholders la troisième avec 6 à 22 %. Puis l'éthique qui

▼
Le développement durable reste pour les médias d'abord une question d'environnement.
▲

fluctuait entre 3 % et 15 % maximum. Le développement durable reste pour les médias d'abord une question d'environnement.

La seconde observation intéressante est qu'il existe **une opposition entre "environnement" et "social" dans le traitement médiatique**. Lorsque le thème "environnement" monte, le thème "social" descend. Ce qui pourrait s'expliquer par une approche sélective des médias lorsqu'ils traitent du développement durable. Ceux-ci n'associent pas dans le même article les deux notions. Ou bien parlent-ils de développement durable à partir du traitement d'une question exclusivement environnementale ou d'une question sociale. Rarement à partir d'un fait combinant les deux thèmes.

La troisième observation est que les thèmes **"Stakeholders" et "Éthique" ont une variation relativement parallèle**. De plus, le fait même que ces deux thèmes se soient imposés en troisième et quatrième place dans notre baromètre, alors qu'il s'agit de notion beaucoup moins *phares* que les deux premières, m'amène à penser que ce sont les pivots du développement durable pour les acteurs économiques cherchant, dans cette révolution lente, les clés d'un nouveau comportement. Par rapport à elles, l'environnement et le social sont des contraintes déjà anciennes.

Origine des informations sélectionnées

Une analyse sur les sources fait apparaître que le développement durable reste encore un thème assez peu traité. Chacun des 5000 titres ne parlait pas systématiquement de développement durable chaque semaine bien sûr. C'était au mieux, 4 à 6 %. Les sources internationales les plus sensibles à cette notion étaient **la presse économique et les fils économiques** (type Reuter English). Ils ont été en 2002 les plus actifs pour relayer le développement durable.

▼
La presse économique et les fils économiques [...] Ils ont été en 2002 les plus actifs pour relayer le développement durable.
▲

Une analyse par secteur géographique des sources fait apparaître également que la presse africaine (Africa News Service), arrive très souvent dans les dix premières sources. Bien sûr, il s'agissait de l'année de Johannesburg, c'est donc assez normal. Mais on retrouve également en bonne position les médias d'origine asiatique (China Business Information Network). Il y aurait donc **deux dominantes dans le classement par source du développement durable : la presse économique, la presse des pays en voie de développement**.

Enfin, une troisième analyse qui, elle, n'a pas été faite, mais qui pouvait l'être avec plus de moyens financiers et de temps, aurait permis de savoir quels étaient les sous thèmes les plus traités par chacune des sources et, plus encore, **d'identifier l'angle du traitement**.

Identification des sujets d'actualité récurrents

Concernant les sujets d'actualité qui amenaient la presse à traiter la question du développement durable, il est à noter que **75 % d'entre eux faisaient part d'initiatives publiques** (l'ONU, l'Unesco ou même des gouvernements). Le reste venait d'initiatives privées (entreprises, ONG). Mais, sur cette seconde part, il s'agissait souvent d'un partenariat public/privé. Ce qui prouve que la meilleure façon pour une entreprise privée de faire parler d'elle sur la notion de développement durable est de s'associer sur une action à un organisme public généralement international, ou bien... d'être montré du doigt pour un comportement peu éthique.

Classement par thème des informations les plus relayées :

1/ **Événements et sommets** sur le développement durable. Sur 40 thèmes dominants en 2002, il y eut 7 dominantes sur Johannesburg et sur sa préparation (ex. Bali). 5 sur d'autres événements (Porto Allegre, European Green week).

2/ **Grandes problématiques internationales** (l'effet de serre, les énergies renouvelables, l'agriculture). Celles-ci ont fait couler beaucoup d'encre, car les enjeux économiques sont lourds... et les places sont à prendre. Concernant l'agriculture, il s'agit principalement des rapports nord-sud et de la question des OGM, mais ces deux notions ne sont pas très éloignées l'une de l'autre.

3/ **Initiatives d'organismes internationaux**, c'est par exemple le FMI, l'ONU, l'Unesco, la Banque mondiale, le FNUAP qui lancent leurs plans de lutte contre la pauvreté, l'insalubrité et les inégalités entre pays.

4/ **Lobbying des entreprises** qui essayent de contrer des mesures internationales, notamment européennes, en plaidant la nécessité d'avoir du temps pour s'adapter à des nouvelles règles. Il s'agit aussi de l'établissement de liens transfrontaliers entre organisations d'entreprises (ex. Europe c/ USA).

5/ **Quelques initiatives françaises** ont été relayées par la presse internationale. Peut-être également la sélection du thème récurrent de la semaine a-t-il été un peu subjectif... Il s'agit essentiellement des initiatives gouvernementales, notamment la création du ministère de l'écologie et du développement durable (MEDD), le séminaire gouvernemental sur le développement durable et l'annonce du doublement de l'aide

au PNUE. La loi NRE, par sa valeur d'exemple, a également eu un fort retentissement dans la presse économique internationale.

La loi NRE, par sa valeur d'exemple, a également eu un fort retentissement dans la presse économique internationale.

Voilà une contribution modeste à vos travaux à partir des relais d'information que sont les médias. L'analyse avait ses limites. La base de médias étudiés devrait être agrandie,

la sélection du thème dominant/récurrent devrait être affinée. Je reste persuadé qu'un baromètre de ce type serait très utile pour savoir comment évolue la notion de développement durable avec les mots qui y sont associés. Comment les acteurs économiques s'en emparent.

DEBAT

Michel Lorriaux

J'ai aussi noté l'existence d'un lien entre les politiques publiques et le pilotage à court terme des entreprises. Ce lien n'est-il pas au cœur de ces premiers entretiens ? Mais, n'y-a-t-il pas de lieu de dériver d'abord ? De l'argent qui viendrait à irriguer des médias après qu'eut été codifiée une charte du développement durable, permettrait d'éveiller les opinions à ce qu'est le développement durable et donc à des choix, des arbitrages de consommations. Il reste encore à se demander ce que sont les signifiants, les codes, les nombres. Il n'y en a pas ! On n'arrivera pas à sortir du jargon efficacité économique, équité sociale, maîtrise de l'environnement, qualité de la vie... Il faut d'abord faire de la pédagogie. Le rôle des médias de ce point de vue me paraît très important. Ils sont l'acteur principal de la "conscience à la doctrine". Essayons de construire une codification de ce qu'est le développement durable. Essayons d'organiser un corpus des définitions. Essayons de faire passer une charte de traitement du développement durable avec les médias. À ce stade, nous aurons une première étape qui nous permettra de voir l'éclosion du développement durable.

▼
**Peut-on dire
qu'une entreprise fait
du développement
durable sous prétexte
qu'elle maîtrise
l'environnement ?**
▲

Pour prendre un exemple de codification : peut-on dire qu'une entreprise fait du développement durable sous prétexte qu'elle maîtrise l'environnement. Réponse : AZF, ISO 14000. AZF était bien normé et on voit le désastre que cela entraîne...

La responsabilité journalistique est en amont, le rôle des médias est d'être en amont. Aujourd'hui, le rôle des médias est en aval. Ils vivent de la publicité de ces mêmes entreprises.

Essayons donc de dériver le premier euro, qui fasse en sorte que l'on arrive à créer du développement durable chez les jeunes dans l'Éducation nationale, chez les premiers acteurs l'ensemble du corpus...

Là, je trouve que cette université est une université pré-socratique du XXII^e siècle.

Pierre Radanne

Tu as commencé sur un point qui pose problème : pédagogie et médias. Où il y a-t-il dans l'organisation de nos pays, une mission pédagogique demandée aux médias ? On a un vrai problème. J'ai compris que l'Éducation nationale nous donnait un diplôme pour se débarrasser de nous : tu es jeune, tu apprends, tu arrives à la fin. L'Éducation Nationale te donne un papier en disant, surtout ne reviens jamais me voir.

▼
**Quelle institution
dans ce pays prend le
relais de la formation
du citoyen et
de l'accompagnement
de nos vies après
le diplôme acquis
à 20 ans ?**
▲

En tant que Président de l'Ademe, qu'est-ce que j'ai pu voir de façon privilégié : les conflits que l'on a décrits sont des choses que la quasi totalité des gens dans cette salle n'ont jamais apprises à l'école. Tu n'as pas appris le prion, tu n'as pas appris le développement durable, ça n'existait pas encore, on n'a pas appris l'effet de serre... et on est dans une société de risques industriels, de pollution... On est dans une société qui avance rapidement, qui apprend les sujets difficile et qui doit traiter des arbitrages sur tous ces sujets y compris dans nos vies personnelles. C'est l'école qui nous a donné l'outil nécessaire !

Et comme on vit de plus en plus vieux, le bagage va être de plus en plus obsolète. Quelle institution dans ce pays prend le relais de la formation du citoyen et de l'accompagnement de nos vies après le diplôme acquis à 20 ans ? Aucune.

Il y a un vrai problème. Nous disons que le problème ce sont les médias ? C'est possible mais s'ils ne sont pas obligés de vivre de l'audimat et de la pub, si on leur donne les moyens financiers d'une mission d'éducation continue.

On laisse aujourd'hui trop de gens dans la situation d'inconfort du manque de compréhension des problématiques conflictuelles dans nos sociétés. Ce n'est pas possible. Si je veux améliorer dans mes comportements de vie les impacts sur l'environnement, il faut

▼
**Nous avons dans
nos sociétés complexes
et techniciennes un
chaînon manquant :
la "maintenance" des
adultes.**
▲

que je dispose des outils pour les quantifier, les évaluer, les apprécier. Ce n'est pas un problème de sensibilisation, c'est un problème d'apprentissages individuels et collectifs. Nous avons dans nos sociétés complexes et techniciennes un chaînon manquant : la "maintenance" des adultes. Cela donne des situations curieuses. Éclate l'affaire de la vache folle : personne d'entre nous n'avait compris ce que c'était le prion, donc angoisse maximale de chacun d'entre nous...

Il faut que l'affaire pète pour qu'on arrive à avoir une décision qui tombe. On brûle toutes les farines parce qu'on ne sait plus quoi dire et quoi penser, pour obtenir une émission de 52 minutes auprès des magazines TV ou des articles dans la presse qui fassent 2 pages pour nous expliquer ce qu'est le prion.

Nous sommes dans des sociétés sans processus d'apprentissage de leur mutation. Je crois qu'un problème va se poser aux médias : est-ce que vous en tant que médias vous êtes favorable à devenir l'acteur d'accompagnement de chacun d'entre nous.

Au quel cas, je crois que dans la charte de l'audiovisuel, il devra y avoir un temps rémunéré et fixe, pour faire de l'éducation collective. Aujourd'hui, j'estime que l'on est dans une situation de crise sur ce sujet.

Charles-Henry Dubail

▼
**Le véritable rôle
des médias est d'être
le reflet d'une société,
des attentes,
des demandes
d'information,
soit professionnelles,
soit grand public**
▲

Il a une confusion sur le rôle "développement durable" des médias. Ils n'ont, en réalité qu'un seul client, le lecteur, que celui-ci paye ou ne paye pas. Vous avez des médias gratuits tout à fait respectables. C'est une époque très ancienne, celle où les médias étaient à la botte des annonceurs, de la publicité.

Le média travaille avec le lecteur, suit la demande du lecteur... De temps en temps font des essais comme j'ai fait pour essayer de trouver un nouveau lectorat. C'est là qu'il y a une dimension pédagogique, mais le véritable rôle des médias est d'être le reflet d'une société, des attentes, des demandes d'information, soit professionnelles, soit grand public. Si bien que ces médias sont libres, à 90 % ? 95 % ? Il y a peut-être des exceptions...

La loi la plus ancienne de la République est celle de 1881 qui justement est une loi pénale de responsabilité du directeur de la publication pour ce qu'il publie. S'il fait du mal ou s'il parle mal, il doit répondre devant la justice de ce qu'il écrit... Il y a une responsabilité pénale. C'est le meilleur gage de cette liberté des médias. Ne faisons pas la confusion entre éducation et information.

Dominique Martin-Ferrari

Je vais contredire Charles-Henri Dubail. Je pense que dans ces deux journées d'entretien qui commencent, nous allons passer du temps à apporter de la nuance. Je crois que nous en sommes à un stade où nous sommes très mal informés de ce qu'est le monde des médias, de ce qu'est le monde de la communication.



Quand on parle des médias en général ça ne veut rien dire. Dans son cahier des charges de service public, France 5 a obligation à pédagogie. Elle s'appelle la chaîne de la connaissance. France 5 a obligation à informer, à aider, à conduire, elle le fait par ses sites Internet, elle le fait par ses relations avec le CNDP et elle le fait d'une manière générale, même si elle ne le fait pas assez. Je pense également que nous sommes à un stade de société, où, par manque de formation, nous avons un peu tendance à renvoyer sur une espèce d'entité abstraite la réalité du problème. Nos vieux meurent, c'est la faute de la Santé. Nos enfants ne vont plus bien, c'est de la faute de l'école. Aujourd'hui tout nous échappe, c'est de la faute des médias.

Il faut tout restructurer, reprendre en charge, mais c'est un mouvement mutuel entre mouvement social et objet abstrait de service public...

Je voudrais faire une autre remarque par rapport à ce que veut dire Michel Lorriaux. Le développement durable, par rapport aux deux définitions qui ont été données par Anne-Marie Sacquet et Gilles Berhault, et qui ont alimenté dix ans de réflexion : environnement, social et économique. Avant Johannesburg, on avait introduit le culturel. C'est absolument fondamental, le culturel ne peut pas être uniformisé... Il y aura un vrai débat, de vraies clefs à reconsidérer. Les médias sont au cœur du débat sur le culturel du développement durable.

Marie-Christine Jung Je pense que ce qui a été dit sur l'Éducation nationale est très dur. Je crois qu'on attend de l'Éducation nationale d'apprendre. Ensuite, c'est à la personne de se prendre en charge. Pour s'informer il y a les médias. Pour se former, il y a des tas de solutions qui existent. Que ce soit dans sa vie professionnelle, que ce soit par les collectivités territoriales, que ce soit par les associations et les bibliothèques... On ne va demander à l'Éducation nationale de prendre en charge de façon collective de la maternelle jusqu'à la maison de retraite.

Alexandre Pasche Il me semble qu'il y a un risque de dérive du séminaire. Le sujet est "communication sur le développement durable". Ce n'est pas formation, ce n'est pas information, ce n'est pas pédagogie, ce n'est pas culturel... Toutes ces questions sont très intéressantes, mais il y a un risque de dérive. Il me semble qu'il y a ici des professionnels des entreprises, des collectivités locales qui sont en attente de réponses techniques à des problèmes précis. Comment est-ce que je vais faire ma campagne pour le tri des déchets ? Comment est-ce que je vais communiquer sur mon Parc régional ?... En face, il y a des professionnels qui sont l'Agence Verte, qui sont Econovateurs, qui sont MOKA, qui ont des réponses, des expériences à présenter. C'est important d'être pragmatique, de parler de techniques de communication, de cas qui ont marché, de cas qui se sont cassés la figure... Je voulais faire cette intervention pour que tous les sujets intéressants liés au développement durable ne ressortent pas pendant ce séminaire, mais qu'on se concentre bien sur le sujet qui est communication sur le développement durable.

Charles-Henry Dubail Il y a des ateliers pour cela. Mais c'est important de parler d'information et du prisme de médias quand on parle de communication et d'éducation parce qu'il a beaucoup de pédagogie dans la communication. C'est un peu notre rôle.

Pierre Radanne On a "collé" le mot "alibi". Vous voyez bien qu'il y a une vraie discussion à avoir sincère-

ment et honnêtement vis à vis de tous. Le fonctionnement des professionnels de la communication n'est pas dissociable de comment une société organise sa trajectoire sur ces questions de développement durable. Toutes les questions scientifiques qui sont dans nos sujets ne sont pas d'un abord facile. Chacun ne peut pas picorer ses sources. On a besoin d'un médiateur pour aborder les sujets nouveaux. C'est aujourd'hui une vraie difficulté.

Anne-Marie Sacquet Je pense que les questions qui viennent d'être posées répondent aux objectifs de cette université. Bien entendu que les questions de société ne peuvent être dissociées de réponses techniques. On constate que les réponses technicistes ne suffisent pas. Elles n'ont jamais apporté de réponse véritable à la démarche intégrée du développement durable. Nous avons, très justement besoin de parler d'éducation, du rôle des médias... Ce n'est sûrement pas les questions de techniques qui vont nous permettre d'avancer concrètement.

Richard Dartout Pour communiquer, il faut un projet. On ne va communiquer sur du vent. La construction d'un projet doit dès le départ intégrer des processus et des techniques de communication. La transversalité du projet conduit à sa réussite. Toutes les techniques que l'on met en œuvre autour d'un projet doivent dès le départ intégrer la communication. On ne peut pas communiquer sans projet initial, sans projet d'entreprise, sans projet de collectivité.

Pierre Radanne La première priorité est de se parler, chaleureusement et avec application pendant deux jours. Sur ces questions de développement durable on est écrasé par le poids des mots. La vraie difficulté est d'être dans une relation de sincérité, avec soit et avec les autres. Toute communication qui est inductive, professorale, culpabilisatrice, se "casse la figure" inévitablement.

Nous devons aussi être transparents sur la trajectoire que nos vies, la société, notre civilisation va prendre. Le développement durable n'est un machin tout fait à prendre ou à laisser. C'est un itinéraire, un chemin qu'on va faire ensemble. Il faut rémunérer les gens, récompenser les acteurs, valoriser les êtres par rapport à ce cheminement.

Les gens de communication sont tout à fait déterminants. Si chacun d'entre nous ne se met pas en route, rien ne bougera. L'enjeu est là.

Charles-Henri Dubail La notion de développement durable est née, il y a 15 ans. Elle a été presque écrasée par la crise économique de 91 à 95, après la première guerre du golfe, mais est ressortie plus forte encore dans la période de relative prospérité et d'euphorie économique. Aujourd'hui, nous sommes, à nouveau dans un cycle déclinant économique. Cette période va être intéressante... Il va forcément rester quelque chose. Je pense qu'un "ménage" va être fait d'un point de vue économique, dans ces questions de développement durable. Je vous invite à aiguiser vos outils d'observation personnels – c'est d'ailleurs l'objet de cette université d'été- pour identifier ce qui va rester. Parce que ce qui va rester va vraiment rester longtemps.

Fin